

DEUXIÈME TRIMESTRE CLOS LE 29 JUIN 2019

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

LE 7 AOÛT 2019



wsp



À PROPOS

WSP est l'une des plus grandes entreprises de services professionnels au monde. Nous sommes engagés envers nos communautés locales et nous nous distinguons par notre savoir collectif international. Nous sommes des experts techniques et des conseillers stratégiques regroupant des ingénieurs, techniciens, scientifiques, architectes, planificateurs, arpenteurs-géomètres et spécialistes de l'environnement, ainsi que des spécialistes de la conception, de la gestion de programme et de projets de construction. Nous concevons des solutions durables pour de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. Nous offrons, en outre, des services-conseils stratégiques. Avec environ 49 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous concevons des projets qui accompagneront la croissance des sociétés pour les générations à venir.

SIÈGE SOCIAL

GROUPE WSP GLOBAL INC.
1600, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9
CANADA

WSP.COM

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(NON AUDITÉ)**

(en millions de dollars canadiens)

	29 juin 2019	31 décembre 2018
Actif	\$	\$
Actifs courants		
Trésorerie (note 4)	252,8	254,7
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	1 900,3	1 857,6
Actif d'impôt exigible	18,3	13,6
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	1 138,8	1 116,1
	<u>3 310,2</u>	<u>3 242,0</u>
Actifs non courants		
Autres actifs	214,3	197,0
Actifs d'impôt différé	105,2	116,1
Immobilisations corporelles	349,1	350,6
Immobilisations incorporelles	317,7	367,7
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 5)	972,6	—
Goodwill (note 6)	3 427,7	3 493,2
Total de l'actif	<u>8 696,8</u>	<u>7 766,6</u>
Passif et capitaux propres		
Passif		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer	1 610,8	1 787,5
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	688,0	678,3
Passif d'impôt exigible	38,5	52,1
Dividendes à payer aux actionnaires (note 12)	39,4	39,2
Partie courante de la dette à long terme (note 7)	1,5	42,3
Partie courante de l'obligation locative (note 5)	202,7	—
Autres passifs financiers courants	41,2	14,5
	<u>2 622,1</u>	<u>2 613,9</u>
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 7)	1 596,0	1 461,2
Obligation locative (note 5)	876,4	—
Autres passifs financiers non courants	13,0	6,7
Provisions	76,2	153,1
Obligations au titre des prestations de retraite	206,9	197,7
Passifs d'impôt différé	70,1	74,3
Total du passif	<u>5 460,7</u>	<u>4 506,9</u>
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital-actions (note 8)	2 696,1	2 656,5
Surplus d'apport	205,7	204,9
Cumul des autres éléments du résultat global	79,8	216,3
Résultats non distribués	254,9	181,3
	<u>3 236,5</u>	<u>3 259,0</u>
Participation ne donnant pas le contrôle	(0,4)	0,7
Total des capitaux propres	<u>3 236,1</u>	<u>3 259,7</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>8 696,8</u>	<u>7 766,6</u>

Approuvé par le conseil d'administration,

(signé) Alexandre L'Heureux, administrateur

(signé) Louis-Philippe Carrière, administrateur

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT NET
(NON AUDITÉ)**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$	29 juin 2019 \$	30 juin 2018 \$
Produits des activités ordinaires (note 9)	2 311,7	2 025,9	4 485,3	3 936,6
Coûts liés au personnel	1 324,7	1 171,9	2 614,8	2 308,8
Sous-consultants et coûts directs	543,1	484,8	1 053,3	925,8
Autres charges d'exploitation	185,3	199,7	349,3	399,9
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration (note 10)	15,4	18,2	24,4	25,4
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	24,3	22,6	48,3	44,3
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	24,5	23,8	48,9	49,0
Dotation aux amortissements de l'actif au titre du droit d'utilisation (note 5)	59,1	—	118,2	—
Perte (profit) de change	(0,8)	1,1	(1,3)	2,2
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt)	(4,4)	(0,5)	(7,0)	(0,7)
Total des charges d'exploitation nettes	2 171,2	1 921,6	4 248,9	3 754,7
Charges financières nettes (note 11)	21,4	14,8	32,1	27,0
Résultat avant impôt	119,1	89,5	204,3	154,9
Charge d'impôt sur le résultat	29,9	21,7	53,1	37,4
Résultat net de la période	89,2	67,8	151,2	117,5
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	88,7	67,4	152,3	117,1
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,4	(1,1)	0,4
	89,2	67,8	151,2	117,5
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	0,84	0,65	1,45	1,13
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires	0,84	0,65	1,45	1,13
Nombre moyen pondéré de base d'actions	105 006 741	103 770 823	104 858 255	103 606 677
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	105 299 746	104 015 114	105 135 285	103 826 962

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(NON AUDITÉ)**

(en millions de dollars canadiens)

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Résultat global				
Résultat net de la période	89,2	67,8	151,2	117,5
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
<i>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</i>				
Écarts de change [déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de (3,7) \$ ((0,1) \$ en 2018) et de (6,8) \$ pour le cumul annuel (4,0 \$ en 2018)]	(79,6)	(27,4)	(156,0)	75,4
Écarts de change sur les instruments financiers désignés en tant que couverture d'investissement net [déduction faite d'une charge (d'un produit) de 1,9 \$ ((0,5) \$ en 2018) et de 5,8 \$ pour le cumul annuel ((2,6) \$ en 2018)]	12,6	(2,6)	37,5	(16,8)
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>				
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite [déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de (1,8) \$ (2,0 \$ en 2018) et de (4,4) \$ pour le cumul annuel (1,9 \$ en 2018)]	(5,8)	10,5	(18,0)	10,2
Total du résultat global pour la période	16,4	48,3	14,7	186,3
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	15,9	47,9	15,8	185,9
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,4	(1,1)	0,4
	16,4	48,3	14,7	186,3

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(NON AUDITÉ)**

(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2018	2 577,4	204,2	90,4	87,0	2 959,0	—	2 959,0
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD	37,7	—	—	—	37,7	—	37,7
Exercice d'options sur actions	1,2	(0,2)	—	—	1,0	—	1,0
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	0,5	—	—	0,5	—	0,5
Résultat global							
Résultat net de la période	—	—	117,1	—	117,1	0,4	117,5
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	10,2	10,2	—	10,2
Écarts de change (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	75,4	75,4	—	75,4
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(16,8)	(16,8)	—	(16,8)
Total du résultat global	—	—	117,1	68,8	185,9	0,4	186,3
Dividendes déclarés aux actionnaires	—	—	(77,7)	—	(77,7)	—	(77,7)
Solde au 30 juin 2018	2 616,3	204,5	129,8	155,8	3 106,4	0,4	3 106,8

(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2019	2 656,5	204,9	181,3	216,3	3 259,0	0,7	3 259,7
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 8)	39,2	—	—	—	39,2	—	39,2
Exercice d'options sur actions (note 8)	0,4	—	—	—	0,4	—	0,4
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	0,8	—	—	0,8	—	0,8
Résultat global							
Résultat net de la période	—	—	152,3	—	152,3	(1,1)	151,2
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(18,0)	(18,0)	—	(18,0)
Écarts de change (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(156,0)	(156,0)	—	(156,0)
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	37,5	37,5	—	37,5
Total du résultat global	—	—	152,3	(136,5)	15,8	(1,1)	14,7
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 12)	—	—	(78,7)	—	(78,7)	—	(78,7)
Solde au 29 juin 2019	2 696,1	205,7	254,9	79,8	3 236,5	(0,4)	3 236,1

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)

(en millions de dollars canadiens)

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Résultat net de la période	89,2	67,8	151,2	117,5
Ajustements (note 13a))	85,7	32,7	180,4	81,1
Charge d'impôt sur le résultat	29,9	21,7	53,1	37,4
Impôt payé	(26,6)	(29,6)	(47,0)	(41,1)
Charges financières nettes (note 11)	21,4	14,8	32,1	27,0
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 13b))	(103,0)	(97,0)	(245,5)	(151,0)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	96,6	10,4	124,3	70,9
Activités de financement				
Dividendes versés aux actionnaires	(19,6)	(20,3)	(39,2)	(39,8)
Variation nette des dettes à long terme	74,6	19,9	138,6	65,4
Variation nette d'autres passifs financiers	0,3	(0,5)	(4,0)	(4,7)
Charges financières payées et coûts de financement	(11,3)	(15,6)	(18,8)	(26,7)
Paievements de loyers (note 5)	(64,6)	—	(130,0)	—
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	0,4	0,3	0,5	1,0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net	(20,2)	(16,2)	(52,9)	(4,8)
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises	(50,8)	(4,3)	(55,5)	(45,6)
Entrée d'immobilisations corporelles	(13,8)	(19,0)	(36,4)	(38,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,9	0,5	8,4	1,2
Entrée d'immobilisations incorporelles	(5,7)	(8,5)	(10,1)	(14,7)
Autres	—	0,6	—	0,8
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net	(68,4)	(30,7)	(93,6)	(96,9)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	(1,0)	(4,6)	(7,4)	2,9
Variation nette de la trésorerie	7,0	(41,1)	(29,6)	(27,9)
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, au début de la période	217,3	191,8	253,9	178,6
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 4), à la fin de la période	224,3	150,7	224,3	150,7

NOTES

1	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS	10
2	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.....	10
3	ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES	12
4	TRÉSORERIE.....	14
5	ACTIFS AU TITRE DU DROIT D 'UTILISATION ET OBLIGATION LOCATIVE.....	14
6	GOODWILL.....	15
7	DETTE À LONG TERME	15
8	CAPITAL-ACTIONS	16
9	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	17
10	COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RESTRUCTURATION	17
11	CHARGES FINANCIÈRES NETTES.....	18
12	DIVIDENDES	18
13	TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	19
14	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	20
15	PASSIFS ÉVENTUELS.....	20
16	INFORMATION SECTORIELLE	20

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

1 DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP ») est une firme de services-conseils professionnels qui offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans différents segments de marché : transport et infrastructures, immeubles et bâtiment, environnement, industrie, ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et énergie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et de consultation stratégique. Son siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec).

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « WSP ».

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») s'appliquant à la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Les méthodes comptables appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont les mêmes que celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, sauf en ce qui a trait à celle portant sur les contrats de location, du fait de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* au cours de la période considérée, comme il est indiqué plus bas.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas tous les renseignements qui doivent être fournis dans des états financiers consolidés annuels. Par conséquent, ils doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels audités de la Société.

Tous les ajustements, y compris les ajustements récurrents normaux, qui sont jugés nécessaires par la direction pour donner une image fidèle des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la Société ont été inclus dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats attendus pour les autres trimestres ou pour l'exercice complet.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires le 7 août 2019.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, modifiée pour tenir compte de la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global.

Les activités de la Société sont soumises à une courbe saisonnière. Sur le plan des produits, compte non tenu des acquisitions, le premier trimestre de l'exercice présente habituellement les résultats les plus faibles alors que le troisième trimestre présente généralement les résultats les plus élevés.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR EN 2019

Adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*

IFRS 16 *Contrats de location* établit les principes concernant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Cette norme remplace IAS 17 *Contrats de location* et d'autres interprétations liées aux contrats de location; élimine le classement des contrats de location en tant que contrat de location simple ou contrat de location-financement; et introduit un modèle de comptabilité ne comportant qu'une seule composante.

IFRS 16 *Contrats de location* a été adoptée par la Société le 1^{er} janvier 2019, selon la méthode rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives pour l'exercice 2018 n'ont pas été retraitées. L'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* s'est traduite par la comptabilisation d'actifs au titre du droit d'utilisation de 1 073,3 M\$ et d'une obligation locative de 1 189,7 M\$, reflétant la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, dans l'état de la situation financière de la Société au 1^{er} janvier 2019.

À l'état du résultat net de la Société, la dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation et la charge d'intérêts liée à l'obligation locative ont remplacé les obligations en vertu de contrats de location simple, qui étaient comptabilisées selon IAS 17 *Contrats de location*.

Les informations supplémentaires exigées par l'adoption de cette nouvelle norme se trouvent à la note 5.

CONTRATS DE LOCATION

La Société loue des locaux pour des bureaux et du matériel aux termes de contrats de location. Ces contrats sont négociés sur une base individuelle, ce qui fait que leurs modalités sont diverses, et ils sont généralement renouvelables aux taux du marché.

Les contrats de location sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre du droit d'utilisation avec une obligation locative correspondante, à la date à laquelle l'actif est à la disposition de la Société. Les paiements de loyers sont répartis entre l'obligation locative et la charge financière. La charge financière est imputée à l'état du résultat net sur la durée de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la plus courte de la durée d'utilité de l'actif et de la durée du contrat de location selon la méthode linéaire. Les options de prolongation des contrats de location ont été prises en considération à la suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Les actifs et passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement à la valeur actualisée. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués au coût, qui comprend :

- le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative;
- le cas échéant, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date;
- le cas échéant, les coûts directs initiaux;
- les coûts de restauration (le cas échéant).

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

L'obligation locative inclut la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants :

- les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance), déduction faite des avantages incitatifs à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par le preneur de l'option de résiliation du contrat de location.

Les paiements de loyers sont actualisés à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le taux utilisé est le taux d'emprunt marginal de la Société.

Les paiements associés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire, dans l'état du résultat net de la Société. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins. Les actifs de faible valeur comprennent, notamment, le matériel informatique et les petits meubles de bureau.

Lors de la première application d'IFRS 16 *Contrats de location*, la Société a utilisé les mesures de simplification suivantes permises par la norme :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation des contrats de location simple dont la durée est de moins de 12 mois au 1^{er} janvier 2019 comme des contrats de location à court terme;
- l'exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application.

3 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales.

La préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Par définition, les estimations comptables correspondent rarement aux résultats réels.

Les estimations, jugements et hypothèses significatifs formulés par la direction lors de l'application des méthodes comptables de la Société sont les mêmes que ceux qui ont été appliqués lors de l'établissement des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et qui sont décrits dans ces états financiers, sauf en ce qui concerne IFRS 16 *Contrats de location*, qui a été adoptée le 1^{er} janvier 2019 (comme indiqué ci-dessous).

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location à titre de preneur, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si elle a une certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou une option de résiliation anticipée, le cas échéant, sera exercée. S'il existe une certitude raisonnable qu'une telle option sera exercée, elle considère l'exercice de cette option lorsqu'elle détermine la durée du contrat de location. Ainsi, une modification de l'hypothèse utilisée pourrait avoir une incidence importante sur le montant comptabilisé à titre de droit d'utilisation lié au contrat de location et sur l'obligation locative, ainsi que sur le montant d'amortissement du droit lié au contrat de location et la charge d'intérêts liée à l'obligation locative.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Cette détermination survient en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, dans la mesure où la Société peut procéder à la sous-location de l'actif ou résilier le contrat de location et recouvrer ses coûts. La Société examine les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur ses résultats futurs si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur à celui prévu initialement ou à des dates différentes.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 *Contrats de location* exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites ne sont pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. L'établissement du taux d'emprunt marginal nécessite l'utilisation de plusieurs hypothèses qui, si elles s'avéraient différentes de celles utilisées, pourraient donner lieu à une incidence importante sur le montant comptabilisé à titre de droit d'utilisation lié au contrat de location et sur l'obligation locative, ainsi que sur le montant d'amortissement du droit lié au contrat de location et la charge d'intérêts liée à l'obligation locative.

Déterminer si la modification d'un contrat de location qui élargit l'étendue du contrat de location est réputée être un contrat de location distinct

Lorsqu'une modification d'un contrat de location élargit l'étendue du contrat de location, la Société doit déterminer si cette modification doit être comptabilisée à titre de contrat de location distinct ou non. Cette détermination exige l'exercice de jugement quant au prix distinct compte tenu, le cas échéant, des ajustements appropriés apportés à ce prix pour refléter les circonstances propres au contrat.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

4 TRÉSORERIE

	29 juin 2019 \$	31 décembre 2018 \$
Trésorerie	252,8	254,7
Moins : Découvert bancaire	(28,5)	(0,8)
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	224,3	253,9

5 ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION ET OBLIGATION LOCATIVE

	Actifs au titre du droit d'utilisation		
	Immobilier	Matériel	Total
Adoption d'IFRS 16 – 1 ^{er} janvier 2019	1 040,2	33,1	1 073,3
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises	4,2	—	4,2
Entrées	10,2	1,1	11,3
Dotations aux amortissements pour la période	(113,2)	(5,0)	(118,2)
Allocation pour incitatif à la location	18,2	—	18,2
Écarts de change	(15,6)	(0,6)	(16,2)
Solde à la clôture de la période	944,0	28,6	972,6

	Obligation locative		
	Immobilier	Matériel	Total
Adoption d'IFRS 16 – 1 ^{er} janvier 2019	1 156,6	33,1	1 189,7
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises	4,2	—	4,2
Entrées	10,2	1,2	11,4
Charge d'intérêts pour la période (note 11)	23,3	0,7	24,0
Paiements	(122,1)	(7,9)	(130,0)
Écarts de change	(19,7)	(0,5)	(20,2)
	1 052,5	26,6	1 079,1
Déduire : Partie à court terme	191,3	11,4	202,7
Solde à la clôture de la période	861,2	15,2	876,4

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

6 GOODWILL

	29 juin 2019 \$	31 décembre 2018 \$
Solde au début de la période	3 493,2	2 979,0
Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises	48,2	405,2
Écarts de change	(113,7)	109,0
Solde à la fin de la période	3 427,7	3 493,2

7 DETTE À LONG TERME

	29 juin 2019 \$	31 décembre 2018 \$
Facilité de crédit	1 585,8	1 460,4
Autre dette	11,7	43,1
	1 597,5	1 503,5
Moins : Partie courante	1,5	42,3
	1 596,0	1 461,2

FACILITÉ DE CRÉDIT

WSP dispose d'une facilité de crédit de 1 800,0 M\$ US consentie par un syndicat d'institutions financières (les « prêteurs »), qui se compose de ce qui suit :

- une facilité de crédit à terme de premier rang non renouvelable et non garantie composée d'un capital de 600,0 M\$ US (la « facilité à terme »), constitué de trois emprunts à terme de 200,0 M\$ US venant respectivement à échéance le 31 décembre 2020, le 18 décembre 2021 et le 18 décembre 2022;
- une facilité de crédit de premier rang renouvelable et non garantie d'un montant maximal de 1 200,0 M\$ US (la « facilité de crédit renouvelable »). La date d'échéance de la facilité de crédit renouvelable est le 31 décembre 2022.

Le montant disponible aux termes de la facilité de crédit est de 698,8 M\$ au 29 Juin 2019.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

8 CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et de participation.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, avec droit de participation et pouvant être émises en séries.

Émis et libéré

	Actions ordinaires	
	Nombre	\$
Solde au 1^{er} janvier 2018	103 160 592	2 577,4
Actions émises dans le cadre du RRD	1 245 079	77,4
Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions	35 745	1,7
Solde au 31 décembre 2018	104 441 416	2 656,5
Actions émises dans le cadre du RRD (note 12)	603 803	39,2
Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions	9 342	0,4
Solde au 29 juin 2019	105 054 561	2 696,1

Au 29 juin 2019, aucune action privilégiée n'a été émise.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

9 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Le tableau ci-dessous présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur d'activité et par catégorie de clients.

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Secteur d'activité				
Transport et infrastructures	1 205,4	1 058,1	2 326,5	2 021,4
Bâtiments	496,5	488,2	1 004,5	948,2
Environnement	229,2	196,0	463,7	415,2
Industrie	40,2	37,4	77,7	71,6
Ressources	160,2	115,4	277,0	207,1
Énergie	100,0	86,0	191,4	169,0
Autres services	80,2	44,8	144,5	104,1
	<u>2 311,7</u>	<u>2 025,9</u>	<u>4 485,3</u>	<u>3 936,6</u>
Catégorie de clients				
Secteur public	1 308,7	1 093,7	2 528,5	2 217,9
Secteur privé	1 003,0	932,2	1 956,8	1 718,7
	<u>2 311,7</u>	<u>2 025,9</u>	<u>4 485,3</u>	<u>3 936,6</u>

10 COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RESTRUCTURATION

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Coûts liés aux acquisitions d'entreprises	3,1	—	3,5	—
Coûts liés à l'intégration d'entreprises	12,0	11,4	18,9	18,6
Coûts liés au programme d'impartition des services de TI	—	6,8	—	6,8
Coûts liés à la restructuration	0,3	—	2,0	—
	<u>15,4</u>	<u>18,2</u>	<u>24,4</u>	<u>25,4</u>

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration comprennent les coûts liés au personnel de 6,6 \$ et de 6,1 \$ ainsi que de 11,9 \$ et de 6,6 \$ pour les deuxièmes trimestres de 2019 et 2018 ainsi que les cumulés annuels respectifs.

Les coûts liés à l'intégration d'entreprises ont trait aux coûts engagés aux fins de l'intégration d'entreprises acquises durant une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

11 CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Intérêts liés à la facilité de crédit	18,6	11,3	35,1	22,4
Charge d'intérêts sur l'obligation locative (note 5)	12,0	—	24,0	—
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	1,6	1,6	2,9	3,0
Perte (profit) de change sur les actifs/passifs en monnaies étrangères	(7,5)	0,3	(15,4)	(0,3)
Autres intérêts et frais bancaires	0,4	3,7	2,9	6,2
Perte (profit) sur actifs financiers compris dans les autres actifs	(3,7)	(1,8)	(14,4)	(2,6)
Produit d'intérêts	—	(0,3)	(3,0)	(1,7)
	<u>21,4</u>	<u>14,8</u>	<u>32,1</u>	<u>27,0</u>

12 DIVIDENDES

La Société vise à déclarer et à verser des dividendes aux actionnaires chaque trimestre. Le montant total de dividendes déclarés par la Société pour le deuxième trimestre clos le 29 juin 2019 s'est établi à 39,4 \$, ou 0,375 \$ par action.

Régime de réinvestissement des dividendes (RRD)

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en trésorerie dans de nouvelles actions ordinaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises sur le capital autorisé de la Société, au gré de la direction. Les actions émises sur le capital autorisé seront assorties d'un escompte maximal de 5,0 % par rapport au cours moyen du marché.

À la suite du paiement des dividendes déclarés, le 7 novembre 2018 et le 13 mars 2019, un montant de 39,2 \$ a été réinvesti dans 603 803 actions ordinaires dans le cadre du RRD.

Le 15 juillet 2019, lors du paiement du dividende du deuxième trimestre, un montant de 20,4 \$ a été réinvesti dans 285 384 actions ordinaires supplémentaires dans le cadre du RRD.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

13 TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

a) AJUSTEMENTS

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Dotation aux amortissements	107,9	46,4	215,4	93,3
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt)	(4,4)	(0,5)	(7,0)	(0,7)
Charge relative au régime de retraite à prestations définies	2,8	2,2	7,2	6,0
Cotisations en trésorerie aux régimes de retraite à prestations définies	(3,0)	(3,2)	(6,4)	(6,2)
Écarts de change et transactions sans incidence sur la trésorerie	(3,9)	0,5	(9,4)	1,1
Autre	(13,7)	(12,7)	(19,4)	(12,4)
	<u>85,7</u>	<u>32,7</u>	<u>180,4</u>	<u>81,1</u>

b) VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

	Deuxième trimestre clos le		Cumul annuel au	
	29 juin 2019	30 juin 2018	29 juin 2019	30 juin 2018
	\$	\$	\$	\$
Diminution (augmentation) :				
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	(80,8)	(54,5)	(59,0)	(61,3)
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(112,2)	19,5	(140,2)	(47,3)
Augmentation (diminution) :				
Dettes d'exploitation et charges à payer	(14,0)	(37,1)	(80,9)	(83,9)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	104,0	(24,9)	34,6	41,5
	<u>(103,0)</u>	<u>(97,0)</u>	<u>(245,5)</u>	<u>(151,0)</u>

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

14 INSTRUMENTS FINANCIERS

Au cours du trimestre, la Société a conclu des swaps de devises pour une valeur nominale de 349,1 M\$ US afin de couvrir une partie de sa dette libellée en dollars américains à un taux de change \$ US/\$ CA de 1,3291, ainsi que des swaps de devises pour une valeur nominale de 55,4 M\$ US pour couvrir une partie de sa dette libellée en dollars américains au taux de change \$ US/SEK de 9,4404. La perte à la juste valeur de marché, de 6,0 M\$ US, a été comptabilisée à l'état du résultat net. Tous les swaps de devises viennent à échéance au troisième trimestre de 2019.

La Société a aussi conclu des contrats de change à terme et des stratégies d'options essentiellement afin de couvrir les fluctuations prévues du cours de change de certaines devises par rapport au dollar canadien. Le profit net à la juste valeur de marché de ces contrats à terme et de ces options, qui s'est établi à 3,5 M\$ US, a été comptabilisé à l'état du résultat net.

La Société a, en outre, conclu des swaps de taux d'intérêt pour une valeur nominale de 250 M\$ US afin de couvrir la variabilité des taux d'intérêt de sa dette libellée en dollars américains. La juste valeur de marché nette de ces swaps de taux d'intérêt n'est pas significative et elle a été comptabilisée à l'état du résultat global.

15 PASSIFS ÉVENTUELS

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur effectuant des travaux pour l'État, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs au service d'entités non gouvernementales. L'État vérifie attentivement la conformité des entrepreneurs à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution des contrats publics, et la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements concernant les activités de la Société avec des organismes publics.

16 INFORMATION SECTORIELLE

La Société est structurée en quatre secteurs à présenter : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (Asie, Australie et Nouvelle-Zélande).

L'équipe de direction mondiale de la Société évalue la performance des secteurs à présenter en fonction des produits des activités ordinaires, des produits des activités ordinaires nets et du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social exclut certains éléments tels que les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration d'entreprises, ainsi que les charges du siège social, qui, de l'avis de la Société, ne devraient pas être pris en compte lors de l'évaluation de la performance financière sous-jacente des secteurs d'exploitation. Les charges du siège social correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les frais juridiques, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont affectés à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des charges financières, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées sans lien de dépendance et sont éliminées au moment de la consolidation.

Les produits des activités ordinaires présentés à l'équipe de direction mondiale sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat net et excluent les produits des activités ordinaires intragroupe.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent les activités de la Société en fonction des secteurs à présenter.

	Deuxième trimestre clos le 29 juin 2019				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie- Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires	320,3	927,4	741,0	323,0	2 311,7
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(46,1)	(316,4)	(138,1)	(42,5)	(543,1)
Produits des activités ordinaires nets	274,2	611,0	602,9	280,5	1 768,6
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social	52,0	122,6	77,3	38,9	290,8
Charges du siège social					(25,4)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration					(15,4)
Charges financières					(21,4)
Dotations aux amortissements					(107,9)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(1,6)
Résultat avant impôt					119,1

	Deuxième trimestre clos le 30 juin 2018				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie- Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires	328,9	684,5	707,8	304,7	2 025,9
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(53,8)	(242,2)	(143,2)	(45,6)	(484,8)
Produits des activités ordinaires nets	275,1	442,3	564,6	259,1	1 541,1
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social	37,9	74,0	54,3	26,0	192,2
Charges du siège social					(22,7)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration					(18,2)
Charges financières					(15,1)
Dotations aux amortissements					(46,4)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(0,3)
Résultat avant impôt					89,5

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
(NON AUDITÉ)**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

	Cumul annuel au 29 juin 2019				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie- Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires	604,8	1 755,8	1 489,7	635,0	4 485,3
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(86,1)	(605,8)	(273,9)	(87,5)	(1 053,3)
Produits des activités ordinaires nets	518,7	1 150,0	1 215,8	547,5	3 432,0
BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social	90,0	201,2	160,5	77,0	528,7
Charges du siège social					(46,4)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration					(24,4)
Charges financières					(35,1)
Dotation aux amortissements					(215,4)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(3,1)
Résultat avant impôt					204,3

	Cumul annuel au 30 juin 2018				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie- Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires	616,7	1 378,3	1 350,7	590,9	3 936,6
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(98,8)	(505,7)	(236,1)	(85,2)	(925,8)
Produits des activités ordinaires nets	517,9	872,6	1 114,6	505,7	3 010,8
BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social	61,5	123,2	111,7	49,2	345,6
Charges du siège social					(42,6)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration					(25,4)
Charges financières					(28,7)
Dotation aux amortissements					(93,3)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(0,7)
Résultat avant impôt					154,9